

Gülen, l'ennemi utile d'Erdogan

PAR PIERRE PUCHOT

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 20 JUILLET 2016



Fethullah Gülen chez lui en Pennsylvanie aux États-Unis, le 16 juillet 2016. © Reuters

Après avoir écarté l'armée grâce aux grands procès démarrés en 2007 et menés par des magistrats proches de... la confrérie güleniste, Erdogan s'est inventé un autre ennemi, son ancien allié Fethullah Gülen et ses partisans, pour notamment contrer les investigations de décembre 2013 qui ont menacé directement son avenir politique.

L'obsession antigüleniste des troupes d'Erdogan a pris un tour nouveau depuis vendredi : l'opposant Fethullah Gülen est désormais soupçonné par le président Erdogan d'avoir fomenté la tentative de coup d'État. Exilé aux États-Unis, Fethullah Gülen nie pourtant toute participation dans ce qu'il considère même « *comme une trahison de la nation turque* ». Mardi, le premier ministre turc a cependant affirmé que son gouvernement avait envoyé des dossiers aux États-Unis pour demander l'extradition du prédicateur. « *Nous avons envoyé quatre dossiers aux États-Unis pour [demander] l'extradition du terroriste en chef* », a déclaré Binali Yildirim au parlement turc, ajoutant : « *Nous leur présenterons plus de preuves qu'ils n'en veulent.* » « *J'ai toujours été contre l'intervention des militaires en politique intérieure* », a-t-il dit.

Dans les faits, la confrérie Gülen est la seule force politico-économique à pouvoir encore, malgré toutes les persécutions subies depuis trois années maintenant, menacer l'hémogénie du pouvoir d'Erdogan en Turquie. C'est pour cela que le président turc en a fait sa cible. Mais la séparation AKP/confrérie güleniste fut particulièrement complexe à opérer.

Principal soutien d'Erdogan depuis son arrivée au pouvoir en 2002, au point que beaucoup d'analystes estiment qu'il n'aurait pas pu parvenir au sommet de l'État sans elle, la confrérie Gülen revendique plusieurs millions de sympathisants à travers le monde. De son fonctionnement interne, on ne sait pas grand-chose. Tout au plus qu'elle agit par le biais de cellules baptisées « Maisons de lumière » (*Isik evi*). Imam âgé de 75 ans et exilé aux États-Unis depuis 1999, son fondateur, Fethullah Gülen, a construit son ascension indépendamment de toute force politique avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir.



Des manifestants pro-AKP miment la pendaison d'une marionnette à l'effigie de Fethullah Gülen, lundi 18 juillet sur la place Taksim à Istanbul. © Alkis Konstantinidis/Reuters

Fils d'imam, élève d'une école coranique d'Erzurum, petite ville située dans le nord-ouest de la Turquie, Gülen fonde à la fin des années 1970 un courant religieux au sein de la mouvance appelée « Nurcu » (*lire ici un excellent article sur les écoles « néo-nurcu » en Asie centrale*) et prêche un islam ouvert au dialogue interreligieux. En 1998, il s'est même entretenu avec le pape Jean-Paul II, ce qui lui vaut depuis 2014 les railleries d'une partie des militants AKP durant les manifestations antigülenistes.

Avant l'émergence d'Erdogan, Gülen se tient à distance de la politique, pour mieux investir la société civile par le biais des médias ou du secteur éducatif. Il compte plus d'un millier d'écoles de par le monde, au sein desquelles sont encouragées toutes les matières dites « profanes », en premier lieu les sciences. L'homme n'a donc rien d'un radical, non plus que ses militants. Deux ans après le coup d'État de 1997, il n'échappe pourtant pas à la chasse aux sorcières qui touche toutes les forces musulmanes conservatrices. Lorsqu'il part en juin 1999 aux États-Unis pour recevoir des soins médicaux, c'est pour ne plus revenir

en Turquie, où il sera d'abord condamné pour complot contre l'État, puis relaxé. Il mène à partir de là ses affaires florissantes depuis les États-Unis.

Gülen est un fervent partisan de l'économie de marché, qui lui a permis de s'enrichir et d'acquérir un certain nombre de médias : la confrérie contrôlait jusqu'en 2013 plusieurs chaînes de télévision turques, ainsi que le principal quotidien, *Zaman*, repris en main par le pouvoir turc via une décision de justice ce printemps 2016 (*lire notre **entretien** avec l'ancien rédacteur en chef de Zaman's Today, l'édition anglaise du groupe*). La confrérie de Fethullah Gülen était également, jusqu'en 2014, solidement implantée au sein de la police et de l'appareil judiciaire turc.

Paradoxe de la rhétorique des troupes d'Erdogan : alors qu'elles accusent Gülen d'avoir pactisé avec les putschistes, c'est le soutien des réseaux gülenistes qui a rendu possible la volonté de l'AKP d'écarter l'armée de la scène politique, à partir de 2007. Cette année-là, la justice turque opère une véritable *Blitzkrieg* contre l'armée. Les grands procès contre les militaires se multiplient. « *Ceux-ci jeteront en prison des centaines de conspirateurs supposés, avec l'aide de juges et de policiers obéissant aux commandements du prédicateur Fethullah Gülen, sulfureux allié de Recep Tayyip Erdogan, dont les fidèles ont patiemment infiltré les rouages de l'État* », résumant habilement Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse dans leur ouvrage de référence, *Erdogan – Nouveau Père de la Turquie ?* (François Bourin éditions, 2016). Une phase décisive de l'assise du pouvoir d'Erdogan – qui a réussi à écarter une à une toutes les institutions étatiques hostiles, à l'exception notable de la haute cour constitutionnelle – se joue ici grâce à Gülen.

La relation entre Erdogan et Gülen s'est probablement nouée dès 1995, alors que l'actuel président n'est encore que le maire d'Istanbul. Une photo les montre côte à côte cette année-là, au mariage du footballeur vedette Hakan Sukur. Leur relation ne fait ensuite que s'étoffer, Gülen étant aux côtés de l'AKP en 2002, lors de la première victoire du parti aux élections législatives, puis lors de tous les succès électoraux jusqu'en 2014.

On l'a compris : pour Erdogan, l'aide de Gülen fut décisive, y compris lors de sa dernière réélection en 2011. Leur premier différend date pourtant de l'année précédente, après l'arraisonnement par l'armée israélienne du bateau *Mavi Marmara* au large de Gaza et le meurtre de neuf militants turcs présents à bord.

2013, année de l'emballement de l'histoire contemporaine récente de la Turquie

Au début du mois de juin 2010, alors que la tension est à son comble entre Ankara et Tel-Aviv, Gülen prend parti pour les Israéliens dans **un entretien accordé au *Wall street journal***.

Erdogan ne décolère pas, d'autant que Gülen, qui sent bien la volonté déjà présente chez son allié de s'installer à la tête d'un régime présidentiel, multiplie les signes de son hostilité envers cette ambition. Gülen n'apprécie guère non plus le tournant « moyen-oriental » de la politique turque, et l'alliance nouée avec les Frères musulmans à la faveur du printemps arabe. La politique turque de clémence à l'égard des composantes radicales de l'opposition syrienne exaspère enfin le Département d'État américain... et donc la confrérie Gülen, qui tient beaucoup au maintien de l'alliance entre la Turquie et les États-Unis.

Peu à peu, le pacte Gülen-Erdogan se délite. En mars 2011, un jeu de billard propre à la scène politique turque met en scène cet affrontement naissant entre les deux hommes : deux journalistes qui préparaient un livre sur le mouvement Gülen sont arrêtés et interrogés par la justice. En représailles, le procureur chargé de l'emblématique affaire « Ergenekon » (*lire notre précédent article, **L'armée, les coups d'État et le «nouveau sultan» turc***) et pro-Gülen, Zekeriya Öz, est dessaisi de l'affaire. Un partout, balle au centre.

Pendant deux années, la tension monte : la confrérie vit notamment comme une véritable trahison de la part du premier ministre le projet du gouvernement turc, qui deviendra réalité, de supprimer les « *dershane* » – les centres privés de préparation au concours d'entrée dans les universités turques, dont la confrérie tire une part substantielle de ses revenus. De leur côté, les

médias gülenistes laissent filtrer des enregistrements mettant en cause le gouvernement, notamment sur le dossier kurde. À l'été 2013, certains prennent même fait et cause pour le mouvement de Gezi, qui demande la démission du gouvernement Erdogan.

Puis survient le cataclysme : le déclenchement, le 17 décembre 2013, d'un vaste coup de filet anticorruption diligenté par le procureur d'Istanbul, Zekeriya Öz (proche de la confrérie Gülen et écarté, on l'a vu, du procès Ergenekon), ébranle profondément l'AKP. Cinquante-six personnes ont été placées en garde à vue, parmi lesquelles les fils de trois ministres proches d'Erdogan, le maire (AKP) du quartier Fatih à Istanbul, des fonctionnaires de premier plan et des hommes d'affaires liés au secteur de la construction et de la promotion immobilière. Vingt-trois personnes (hommes d'affaires, cadres de l'AKP) sont inculpées et placées en détention préventive. Ces enquêtes concernent les ventes illégales d'or de Turquie vers l'Iran, sous embargo international, ainsi que des malversations commises lors d'appels d'offres publics immobiliers. Le 25 décembre, plusieurs ministres démissionnent, ce qui contraint Erdogan à procéder à un remaniement ministériel.

L'offensive ne s'arrête pas là : le 24 février 2014, un enregistrement rendu public d'une conversation supposée entre Recep Tayyip Erdogan et son fils Bilal fait sensation. Lors de cet appel, présenté comme ayant été passé le 17 décembre 2013, le premier ministre aurait demandé à son fils de faire disparaître plusieurs millions d'euros et de dollars dissimulés chez des proches. Le premier ministre a dénoncé « un montage immoral et totalement faux ». Mais c'est l'ensemble de l'État turc qui tremble.

Touché par les enquêtes anticorruption dites du « 17-25 » décembre, en partie menées par des magistrats et enquêteurs gülenistes, Erdogan va frapper fort, très fort, après avoir failli tomber. La confrérie est classée comme organisation terroriste.

« Le divorce était prévisible, car il y a toujours eu des tensions, nous explique le chercheur Bayram Balci dès 2014, au début des purges massives antigülenistes. En 2010, au moment de la flottille envoyée à Gaza,

la confrérie était en totale opposition à Erdogan. Il y a eu ensuite une telle accumulation de divergences sur la question kurde, sur Israël, sur la Syrie... Au bout du compte, le divorce entre Gülen et Erdogan est en quelque sorte le résultat de la divergence entre Ankara et Washington. Les États-Unis sont mécontents de la politique turque envers Israël, et n'ont jamais fait confiance à Erdogan sur l'Iran. Sur la Syrie, l'enlisement a conduit la Turquie à discuter avec des éléments radicaux de la résistance, ce qui a également déplu à l'administration américaine. Si vous ajoutez à cela la répression pendant Gezi Park [le mouvement de protestation d'une partie de la société civile à l'été 2013, durement réprimé par Erdogan qui les traita notamment de « voyous » – ndlr], contre laquelle la confrérie a vivement protesté, cela fait beaucoup d'éléments défavorables. Les États-Unis ont été contraints de prendre leurs distances. Et Gülen, qui vit et veut rester aux États-Unis, a dû faire de même. »

Pourchassés, les gülenistes se terrent désormais, ou cherchent refuge à l'étranger. La petite bourgeoisie de l'AKP – qui, bien souvent, assistait aux rassemblements gülenistes et de l'AKP, travaillait dans une entreprise de Gülen, votait AKP, acclamait Gülen et Erdogan dans les manifestations – est forcée de choisir son camp. « Le président de Tucson, association commerciale proche de Gülen, a confessé avoir reçu des coups de téléphone de proches d'Erdogan pour lui dire d'être prudent, nous explique alors Dilek Yankaya, chercheuse et auteure de l'ouvrage *La Nouvelle Bourgeoisie islamique – le modèle turc* (PUF, 2013). Tout le monde hésite à choisir un camp, car ils sont impliqués dans les mêmes réseaux clientélistes. Ils sont coincés, et n'envisagent pas de mettre fin aux rapports commerciaux qu'ils entretiennent avec un patron qui serait plus proche de l'autre bord, güleniste ou AKP. Et puis, il y a ce système d'écoute, dont la menace est si large qu'elle pèse sur tout le monde. Quant à rompre avec le système Gülen/AKP pour s'opposer frontalement et voter contre le parti lors des élections, je pense que nous n'en sommes pas encore là. » L'incertitude était alors de mise.

Les victoires successives de l'AKP ont depuis balayé les doutes. La petite bourgeoisie a lâché Gülen et choisi l'AKP. Et Erdogan, qui utilise désormais la rhétorique du « complot güleniste » pour justifier tous les maux de son pays.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.